

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAÎSSANT LE JEUDI

Matahiti 138
N° 47

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 23
no Novema 1989

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES PROMULGUES

	Pages
Décret n° 89-89 du 10 février 1989 portant révision du code de l'aviation civile (troisième partie : Décrets). (Arrêté de promulgation n° 1175 DRCL du 14 novembre 1989).	1905
Arrêté interministériel du 25 juillet 1989 modifiant l'arrêté du 22 décembre 1986 relatif aux conditions d'homologation et d'utilisation d'un aérodrome pour l'exécution de procédures d'approche de précision. (Arrêté de promulgation n° 1145 DRCL du 7 novembre 1989).	1906

EXTRAITS

Loi n° 85-1407 du 30 décembre 1985 portant diverses dispositions de procédure pénale et de droit pénal. (Arrêté n° 1176 DRCL du 14 novembre 1989 portant promulgation de l'article 85 de ladite loi).	1906
---	------

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

EXTRAITS

Décision n° 1122 SATP du 2 novembre 1989 constatant l'arrivée à Papeete de M. Raymond Pendezec, commandant de 3e échelon.	1907
Arrêté n° 1142 CAB/DPC du 6 novembre 1989 fixant les résultats de l'examen pour un brevet national de secourisme le samedi 28 octobre 1989 à l'aviation civile (salle SAR), Faaa.	1907
Arrêté n° 1143 CAB/DPC du 6 novembre 1989 fixant les résultats de l'examen de ranimation du 28 octobre 1989 à l'aviation civile (salle SAR), Faaa.	1907

ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

Délibérations n° 89-128 à n° 89-131 AT du 3 novembre 1989 portant approbation des comptes financiers de l'exercice 1988 du Centre d'information, de formation et d'animation de la jeunesse, de l'Agence pour l'emploi et la formation professionnelle, du Centre territorial de recherche et de documentation pédagogiques et de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono.	1908
---	------

Délégation n° 89-132 AT du 3 novembre 1989 portant modification du taux du droit fiscal d'entrée afférent à la codification du tarif des douanes 17.04.90.00.	1909
Délégation n° 89-133 AT du 3 novembre 1989 portant approbation du compte administratif 1988 de l'institut territorial de la consommation.	1910

ARRETES DU GOUVERNEMENT OU DES MINISTRES

PRESIDENCE

EXTRAITS

Arrêté n° 702 PR du 14 novembre 1989 portant nomination au cabinet du Président du gouvernement du territoire (M. Daniel Constans).	1910
Arrêté n° 708 PR du 15 novembre 1989 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'éducation et de la fonction publique, chargé des relations avec l'assemblée territoriale et le Comité économique et social.	1910
Arrêté n° 709 PR du 16 novembre 1989 portant nomination au cabinet du Président du gouvernement du territoire (M. Patrick Leboucher).	1910

VICE-PRESIDENCE, MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ARTISANAT TRADITIONNEL ET DU PATRIMOINE CULTUREL

Arrêté n° 1204 CM du 10 novembre 1989 relatif au tarif de cession des jeunes reproducteurs ovins nés et élevés dans les stations du service de l'économie rurale.	1910
--	------

EXTRAITS

Arrêté n° 1197 CM du 10 novembre 1989 portant modification du programme 1989 du Fonds d'intervention et de solidarité, section spécialisée F.S.I.D.A.	1911
Arrêtés n° 1198 à n° 1200 CM du 10 novembre 1989 relatifs à l'octroi d'aides au titre de l'intervention du Fonds d'intervention et de solidarité, section spécialisée F.S.I.D.A.	1912
Arrêté n° 1201 CM du 10 novembre 1989 portant exportation temporaire du matériel lithique exhumé lors des fouilles archéologiques du site de la Tahinu pour étude.	1913
Arrêté n° 1202 CM du 10 novembre 1989 portant modification des montants affectés aux opérations du Fonds d'intervention et de solidarité, section Fonds spécial pour l'amélioration de la cocoteraie, pour l'exercice 1989.	1913
Arrêté n° 1203 CM du 10 novembre 1989 portant agrément au code des investissements de la Polynésie française de la société civile agricole Manini, pour son exploitation agricole de 8.000 m ² à Opoa (Taputapuatae - Raiatea).	1913

MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DU TOURISME ET DES SPORTS

EXTRAITS

Arrêté n° 6680MTT du 9 novembre 1989 autorisant le navire Manava II à desservir l'île de Tubuai du 30 octobre au 6 novembre 1989.	1914
Arrêté n° 1205 CM du 13 novembre 1989 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 35 OTESSSE/89 du 29 août 1989 adoptant le compte financier, exercice 1988, de l'Office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs.	1914
Arrêté n° 1206 CM du 13 novembre 1989 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 36 OTESSSE/89 du 29 août 1989 adoptant le budget de l'exercice 1989, décision modificative n° 1, de l'Office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs.	1914
Arrêté n° 1207 CM du 13 novembre 1989 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 37 OTESSSE/89 du 29 août 1989 accordant une subvention de neuf millions de francs à l'Association pour le développement des activités marines (DACMAR).	1914
Arrêté n° 1208 CM du 13 novembre 1989 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 38 OTESSSE/89 du 29 août 1989 portant création d'une commission des marchés publics au sein du conseil d'administration de l'Office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs.	1914

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**EXTRAITS**

- Arrêté n° 6756 MED/PEL du 15 novembre 1989 portant organisation d'un concours externe, sur épreuves, pour le recrutement d'un électromécanicien, agent contractuel de la 3^e catégorie du corps des agents non fonctionnaires de l'administration. 1914

MINISTÈRE DU BUDGET, DU PLAN ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**EXTRAITS**

- Arrêté n° 697 PR du 10 novembre 1989 accordant une subvention à la direction de l'enseignement protestant. 1915
- Arrêté n° 707 PR du 14 novembre 1989 accordant un troisième acompte à la direction de l'enseignement protestant à valoir sur la subvention annuelle à l'école préprofessionnelle protestante de Uturoa. 1915

MINISTÈRE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT, DES TRANSPORTS TERRESTRES ET DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE**EXTRAITS**

- Arrêtés n° 6684 et n° 6685 MUR du 10 novembre 1989 autorisant le paiement de la prime à la construction concernant les îles du Vent et les îles Sous-le-Vent. 1915
- Arrêté n° 6686 MUR du 10 novembre 1989 - Avenant à l'arrêté n° 1725 MUR du 19 avril 1989 autorisant la réalisation par Mme Jeanine Sylvain du lotissement "Tiare Village 2" sur la terre Maveraura 3 sise à Punaauia. 1915
- Arrêté n° 6749 MUR du 14 novembre 1989 - Avenant à l'arrêté n° 3526 MUR/AU du 26 juin 1989 autorisant la réalisation par M. Robert Millaud d'un lotissement sur la parcelle A du lot 3 de la terre Robinson sise à Afaahiti, commune de Taïarapu-Est. 1915

ACTES PUBLIÉS À TITRE D'INFORMATION**ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

- Arrêté ministériel du 1^{er} juin 1989 fixant les modalités de répartition des autres dépenses de contrôle technique d'exploitation entre les entreprises autorisées de transports aériens. (J.O.R.F. du 24 juin 1989, page 7875). 1916
- Arrêté interministériel du 2 juin 1989 fixant les modalités de rattachement par voie de fonds de concours au budget de l'aviation civile des sommes perçues au titre des contrôles techniques d'exploitation des entreprises de transports aériens. (J.O.R.F. du 24 juin 1989, page 7876). 1916
- Décision n° 89-182 du 29 septembre 1989 portant autorisation d'usage de fréquences à la société T.D.F. pour la diffusion du programme de la Société nationale de programme Radio-télévision française d'outre-mer (R.F.O.) en Polynésie française. (J.O.R.F. n° 246 du 21 octobre 1989, page 13199). 1917
- Rectificatif à l'arrêté ministériel n° 2188 du 19 avril 1989 portant classement de centres de réception radioélectrique exploités par l'Office des postes et télécommunications de la Polynésie française, paru au *Journal officiel* de la Polynésie française n° 29 du 20 juillet 1989, page 1264. 1917

EXTRAITS

- Arrêté interministériel du 18 octobre 1989 autorisant au titre de l'année 1990 l'ouverture de concours pour le recrutement de professeurs d'éducation physique et sportive stagiaires (femmes et hommes). (J.O.R.F. n° 249 du 25 octobre 1989, page 13352). 1917
- Arrêté interministériel du 19 octobre 1989 autorisant au titre de l'année 1990 l'ouverture de concours pour le recrutement d'inspecteurs de la jeunesse, des sports et des loisirs (femmes et hommes). (J.O.R.F. n° 250 du 26 octobre 1989, page 13400). 1918

Arrêté ministériel du 20 octobre 1989 autorisant au titre de la session de 1990 l'ouverture de deux concours d'accès à l'échelle de rémunération des professeurs certifiés réservés aux maîtres des classes sous contrat des établissements d'enseignement privés. (J.O.R.F. n° 249 du 25 octobre 1989, page 13354).....

1919

ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

Institut territorial de la statistique.— Communiqué n° 831 ITSTAT du 9 novembre 1989 relatif aux indices et index TPP et BTP du mois d'octobre 1989.....

1919

Service de l'urbanisme.— Certificat d'achèvement de travaux n° 1232 MUR/AU du 14 novembre 1989 délivré à Mme Jeanine Sylvain pour la réalisation du lotissement Tiare Village 2 à Punaauia.....

1919

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales.....

1920

Annonces diverses.....

1921

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES PROMULGUES

ARRETE n° 1175 DRCL du 14 novembre 1989 portant promulgation du décret n° 89-89 du 10 février 1989 portant révision du code de l'aviation civile (troisième partie : Décrets).

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut de la Polynésie française, notamment son article 91 ;

Le gouvernement du territoire informé,

Arrête :

Article 1er.— Est promulgué dans le territoire de la Polynésie française pour y être exécuté selon ses forme et teneur :

— Décret n° 89-89 du 10 février 1989 portant révision du code de l'aviation civile (troisième partie : Décrets), paru au J.O.R.F. n° 37 du 12 février 1989, page 2063.

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 novembre 1989.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le secrétaire général
de la Polynésie française,
Raymond VERGNE.*

DECRET n° 89-89 du 10 février 1989 portant révision du code de l'aviation civile (troisième partie : Décrets).

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, du ministre des transports et de la mer et du ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget,

Vu l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, et notamment son article 19 ;

Vu la convention relative à l'aviation civile internationale, signée à Chicago le 7 décembre 1944, ratifiée le 13 novembre

1946, publiée dans sa version authentique en langue française par le décret n° 69-1158 du 18 décembre 1969 ;

Vu le code de l'aviation civile, et notamment les articles L. 330-6, R. 330-4, R. 330-10 et R. 330-11,

Décète :

Article 1er.— Le titre III (Entreprises de transport aérien) du livre III (Transport aérien) du code de l'aviation civile (troisième partie : Décrets) est complété ainsi qu'il suit :

"Chapitre 1er

"Contrôle technique d'exploitation

"Article D. 330-1

"Les recettes correspondant aux dépenses de contrôle mentionnées à l'article R. 330-4 sont liquidées et perçues par les services chargés du contrôle des aéronefs civils, dans les conditions fixées par arrêté conjoint du ministre chargé du budget et du ministre chargé de l'aviation civile.

"Le produit de ces recettes est rattaché au budget de l'aviation civile dans les conditions fixées par arrêté conjoint du ministre chargé du budget et du ministre chargé de l'aviation civile."

Art. 2.— Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, le ministre des transports et de la mer et le ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 février 1989.

Michel ROCARD.

Par le Premier ministre :

*Le ministre des transports et de la mer,
Michel DELEBARRE.*

*Le ministre d'Etat, ministre de l'économie,
des finances et du budget,
Pierre BEREGOVY.*

*Le ministre délégué auprès du ministre d'Etat,
ministre de l'économie, des finances et du budget,
chargé du budget,
Michel CHARASSE.*

ARRETE n° 1145 DRCL du 7 novembre 1989 portant promulgation de l'arrêté du 25 juillet 1989 modifiant l'arrêté du 22 décembre 1986 relatif aux conditions d'homologation et d'utilisation d'un aérodrome pour l'exécution de procédures d'approche de précision.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut de la Polynésie française, notamment son article 91 ;

Le gouvernement du territoire informé,

Arrête :

Article 1er.— Est promulgué dans le territoire de la Polynésie française pour y être exécuté selon ses forme et teneur :

— Arrêté du 25 juillet 1989 modifiant l'arrêté du 22 décembre 1986 relatif aux conditions d'homologation et d'utilisation d'un aérodrome pour l'exécution de procédures d'approche de précision, paru au J.O.R.F. n° 186 du 11 août 1989, page 10136.

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 novembre 1989.
Pour le haut-commissaire
et par délégation :
*Le secrétaire général
de la Polynésie française,*
Raymond VERGNE.

ARRETE INTERMINISTERIEL du 25 juillet 1989 modifiant l'arrêté du 22 décembre 1986 relatif aux conditions d'homologation et d'utilisation d'un aérodrome pour l'exécution de procédures d'approche de précision.

Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer et le ministre des départements et territoires d'outre-mer, porte-parole du Gouvernement,

Vu l'arrêté du 22 décembre 1986 relatif aux conditions d'homologation et d'utilisation d'un aérodrome pour l'exécution de procédures d'approche de précision ;

Vu l'arrêté du 3 août 1988 relatif à l'utilisation des minimums opérationnels,

Arrêtent :

Article 1er.— L'article 2 de l'arrêté du 22 décembre 1986 susvisé est abrogé et remplacé par des dispositions suivantes :

"**Art. 2.**— Les procédures d'approche de précision sont des procédures d'approche directe aux instruments utilisant des infor-

mations en azimut, en site et en distances fournies par une installation électronique au sol (ILS, MLS, PAR...).

"Elles sont classées en trois catégories, compte tenu notamment de la hauteur de décision associée :

- "- 60 mètres (200 pieds) minimum en catégorie I ;
- "- 30 mètres (100 pieds) minimum et inférieure à 60 mètres (200 pieds) en catégorie II ;
- "- inférieure à 30 mètres (100 pieds) en catégorie III."

Art. 2.— Le présent arrêté est applicable dans les territoires d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Mayotte.

Art. 3.— Le directeur de la navigation aérienne et le directeur des affaires économiques, sociales et culturelles de l'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 juillet 1989.

*Le ministre de l'équipement, du logement,
des transports et de la mer,
Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur général
de l'aviation civile :
L'ingénieur en chef de l'aviation civile,
R. GAUDIN.*

*Le ministre des départements et territoires d'outre-mer,
porte-parole du Gouvernement,
Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur des affaires économiques,
sociales et culturelles de l'outre-mer :
Le sous-directeur,
E. LAMY.*

ARRETE n° 1176 DRCL du 14 novembre 1989 portant promulgation de l'article 85 de la loi n° 85-1407 du 30 décembre 1985 portant diverses dispositions de procédure pénale et de droit pénal.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut de la Polynésie française, notamment son article 91 ;

Le gouvernement du territoire informé,

Arrête :

Article 1er.— Est promulgué dans le territoire de la Polynésie française pour y être exécuté selon ses forme et teneur :

— Article 85 de la loi n° 85-1407 du 30 décembre 1985 portant diverses dispositions de procédure pénale et de droit pénal, paru au J.O.R.F. n° 303 du 31 décembre 1985, pages 15505, 15511 et 15512.

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 novembre 1989.

Pour le haut-commissaire

et par délégation :

*Le secrétaire général
de la Polynésie française,*

Raymond VERGNE.

LOI n° 85-1407 du 30 décembre 1985 portant diverses dispositions de procédure pénale et de droit pénal.

Art. 85.— L'article 207 de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises est ainsi rétabli :

"Art. 207.— Est puni des peines prévues par le deuxième alinéa de l'article 408 du code pénal tout administrateur, représentant des créanciers, liquidateur ou commissaire à l'exécution du plan qui :

"1° A porté volontairement atteinte aux intérêts des créanciers ou du débiteur soit en utilisant à son profit des sommes perçues dans l'accomplissement de sa mission, soit en se faisant attribuer des avantages qu'il savait n'être pas dus ;

"2° A fait, dans son intérêt, des pouvoirs dont il disposait, un usage qu'il savait contraire aux intérêts des créanciers ou du débiteur.

"Est puni des mêmes peines tout administrateur, représentant des créanciers, liquidateur, commissaire à l'exécution du plan ou toute autre personne, à l'exception des contrôleurs et des représentants des salariés, qui, ayant participé à un titre quelconque à la procédure, se rend acquéreur pour son compte, directement ou indirectement, de biens du débiteur ou les utilise à son profit. La juridiction saisie prononce la nullité de l'acquisition et statue sur les dommages-intérêts qui seraient demandés."

Fait à Paris, le 30 décembre 1985.

François MITTERRAND.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
Laurent FABIUS.

Le ministre de l'économie, des finances et du budget,
Pierre BEREGOVY.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Robert BADINTER.

Le ministre de la défense,
Paul QUILLES.

Le ministre de l'intérieur et de la décentralisation,
Pierre JOXE.

Le ministre des P.T.T.,
Louis MEXANDEAU.

Le ministre de l'urbanisme, du logement et des transports,
Jean AUROUX.

*Le secrétaire d'Etat auprès du ministre
de l'intérieur et de la décentralisation,
chargé des départements et territoires d'outre-mer,*
Georges LEMOINE.

**ACTES REGLEMENTAIRES
DU HAUT-COMMISSAIRE**

Par décision n° 1122 SATP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 2 novembre 1989.— Est constatée l'arrivée à Papeete, le 30 octobre 1989, de M. Raymond Pendezecc, commandant de 3e échelon, muté à la direction des polices urbaines de Polynésie française en qualité de commandant du corps urbain de Papeete, embarqué de Paris-Roissy le 29 octobre 1989.

Par arrêté n° 1142 CAB/DPC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 6 novembre 1989.— Sont admis à l'examen pour un brevet national de secourisme, qui s'est déroulé le 28 octobre 1989 à l'aviation civile (salle SAR) Faana, les candidats dont les noms suivent :

MM. Matohi Richard, Rai Tehina, Taki Mapuhia, Teiri Gérard, Tepahi Tereiru.

Par arrêté n° 1143 CAB/DPC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 6 novembre 1989.— Sont admis à l'examen pour une spécialisation en rani-mation qui s'est déroulé le 28 octobre 1989, à 8 h 00, à l'aviation civile (salle SAR) Faana, les candidats dont les noms suivent :

Mme Taerea née Ariiotima Pare ; Mlles Le Bras Stéphanie, Le Goff Nathalie, Tetuaapua Manina, U Liliane, Laine Monia ; MM. Brenot Vincent, Hong Tinirau, Mallet Daniel, Tauarua Roland Robert, U Jean-Baptiste.

ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

DELIBERATION n° 89-128 AT du 3 novembre 1989 approuvant le compte financier 1988 du Centre d'information, de formation et d'animation de la jeunesse.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 856 CM du 20 juillet 1989 approuvé en conseil des ministres dans sa séance du 12 juillet 1989 ;

Vu la délibération n° 89-127 AT du 26 octobre 1989 portant ouverture de la session ordinaire, dite session budgétaire, de l'assemblée territoriale ;

Vu le rapport n° 130-89 du 31 octobre 1989 de la commission des affaires financières, de l'économie et du plan ;

Dans sa séance du 3 novembre 1989,

Adopte :

Article 1er.— Le compte financier du Centre d'information, de formation et d'animation de la jeunesse est arrêté comme suit :

Recettes	11.000.000
Dépenses	155.018
Report à nouveau au compte 110	10.844.982

Art. 2.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Franklin BROTHERRSON.

Le président,
Jean JUVENTIN.

DELIBERATION n° 89-129 AT du 3 novembre 1989 portant approbation du compte financier de l'exercice 1988 de l'Agence pour l'emploi et la formation professionnelle (A.E.F.P.).

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu le compte financier de l'Agence pour l'emploi et la formation professionnelle (A.E.F.P.) ;

Vu l'arrêté n° 764 CM du 26 juin 1989 approuvé en conseil des ministres dans sa séance du 21 juin 1989 ;

Vu la délibération n° 89-127 AT du 26 octobre 1989 portant ouverture de la session ordinaire, dite session budgétaire, de l'assemblée territoriale ;

Vu le rapport n° 129-89 du 31 octobre 1989 de la commission des affaires financières, de l'économie et du plan ;

Dans sa séance du 3 novembre 1989,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du budget de l'Agence pour l'emploi et la formation professionnelle (A.E.F.P.) pour l'exercice 1988 est arrêté à la somme de 171.865.686 FCP se décomposant en :

1) Section de fonctionnement	159.023.436 FCP
2) Section d'investissement	12.842.250 FCP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du budget de l'Agence pour l'emploi et la formation professionnelle (A.E.F.P.) pour l'exercice 1988 est arrêté à la somme de 192.980.211 FCP se décomposant en :

1) Section de fonctionnement	180.747.908 FCP
2) Section d'investissement	12.232.303 FCP

Art. 3.— Le résultat du budget de l'Agence pour l'emploi et la formation professionnelle (A.E.F.P.) pour l'exercice 1988 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

Recettes	171.865.686 FCP
Dépenses	192.980.211 FCP
Déficit	21.114.525 FCP

Art. 4.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Franklin BROTHERRSON.

Le président,
Jean JUVENTIN.

DELIBERATION n° 89-130 AT du 3 novembre 1989 portant approbation du compte financier, exercice 1988, du Centre territorial de recherche et de documentation pédagogiques.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 918 CM du 10 août 1989 approuvé en conseil des ministres dans sa séance du 26 juillet 1989 ;

Vu la délibération n° 89-127 AT du 26 octobre 1989 portant ouverture de la session ordinaire, dite session budgétaire, de l'assemblée territoriale ;

Vu le rapport n° 132-89 du 31 octobre 1989 de la commission des affaires financières, de l'économie et du plan ;

Dans sa séance du 3 novembre 1989,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du budget du Centre territorial de recherche et de documentation pédagogiques pour l'exercice 1988 est arrêté à la somme de *vingt et un millions huit cent trente-trois mille six cent trente-trois FCP* (21.833.633 FCP) se décomposant comme suit :

1) Section de fonctionnement	17.833.633 FCP
2) Section d'investissement	4.000.000 FCP
<i>Total général</i>	<i>21.833.633 FCP</i>

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du budget du Centre territorial de recherche et de documentation pédagogiques pour l'exercice 1988 est arrêté à la somme de *vingt et un millions deux cent quatre-vingt-sept mille neuf cent dix-huit FCP* (21.287.918 FCP) se décomposant comme suit :

1) Section de fonctionnement	13.621.155 FCP
2) Section d'investissement	7.666.763 FCP
<i>Total général</i>	<i>21.287.918 FCP</i>

Art. 3.— Le résultat du budget du Centre territorial de recherche et de documentation pédagogiques pour l'exercice 1988 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

Recettes	21.833.633 FCP
Dépenses	21.287.918 FCP
<i>Excédent des recettes sur les dépenses</i>	<i>545.715 FCP</i>

Art. 4.— Le résultat définitif est affecté au fonds de roulement comme suit :

Compte 110 - report à nouveau	545.715 FCP
-------------------------------	-------------

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Franklin BROTHERSON.

Le président,
Jean JUVENTIN.

DELIBERATION n° 89-131 AT du 3 novembre 1989 portant approbation du compte financier de l'exercice 1988 de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Aitimaono.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1090 CM du 22 septembre 1989 approuvé en conseil des ministres dans sa séance du 30 août 1989 ;

Vu la délibération n° 89-127 AT du 26 octobre 1989 portant ouverture de la session ordinaire, dite session budgétaire, de l'assemblée territoriale ;

Vu le rapport n° 131-89 du 31 octobre 1989 de la commission des affaires financières, de l'économie et du plan ;

Dans sa séance du 3 novembre 1989,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du budget de l'exercice 1988 de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Aitimaono est arrêté comme suit :

Recettes de fonctionnement	29.271.395 FCP
Recettes d'investissement	9.329.645 FCP
	<i>38.601.040 FCP</i>

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du budget de l'exercice 1988 de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Aitimaono est arrêté comme suit :

Dépenses de fonctionnement	31.326.575 FCP
Dépenses d'investissement	12.213.950 FCP
	<i>43.540.525 FCP</i>

Art. 3.— Le résultat définitif du budget de l'exercice 1988 de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Aitimaono est arrêté comme suit :

	Fonctionnement	Investissement	Total
Recettes	29.271.395	9.329.645	38.601.040
Dépenses	31.326.575	12.213.950	43.540.525
(Déficit)	- 2.055.180	- 2.884.305	- 4.939.485

Ce résultat est affecté au fonds de roulement de cet Etablissement.

Art. 4.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Franklin BROTHERSON.

Le président,
Jean JUVENTIN.

DELIBERATION n° 89-132 AT du 3 novembre 1989 portant modification du taux du droit fiscal d'entrée afférent à la codification du tarif des douanes : 17.04.90.00.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu le code des douanes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 770 CM du 28 juin 1989 approuvé en conseil des ministres dans sa séance du 21 juin 1989 ;

Vu la délibération n° 89-127 AT du 26 octobre 1989 portant ouverture de la session ordinaire, dite session budgétaire, de l'assemblée territoriale ;

Vu le rapport n° 133-89 du 31 octobre 1989 de la commission des affaires financières, de l'économie et du plan ;

Dans sa séance du 3 novembre 1989,

Adopte :

Article 1er.— Le taux du droit fiscal d'entrée afférent à la codification du tarif des douanes 17.04.90.00 est porté au taux majoré de 100 %.

Art. 2.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Franklin BROTHERSON.

Le président,
Jean JUVENTIN.

DELIBERATION n° 89-133 AT du 3 novembre 1989 portant approbation du compte administratif 1988 de l'Institut territorial de la consommation.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 653 CM du 29 juin 1988 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 6-88 ITC du 2 juin 1988 de l'Institut territorial de la consommation ;

Vu la délibération n° 2-89 du 14 juin 1989 portant approbation du compte financier de l'exercice 1988 de l'Institut territorial de la consommation ;

Vu l'arrêté n° 888 CM du 26 juillet 1989 approuvé en conseil des ministres dans sa séance du 19 juillet 1989 ;

Vu la délibération n° 89-127 AT du 26 octobre 1989 portant ouverture de la session ordinaire, dite session budgétaire, de l'assemblée territoriale ;

Vu le rapport n° 134-89 du 31 octobre 1989 de la commission des affaires financières, de l'économie et du plan ;

Dans sa séance du 3 novembre 1989,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du budget de l'Institut territorial de la consommation, pour l'exercice 1988, est arrêté à la somme de 23.583.334 F CFP (vingt-trois millions cinq cent quatre-vingt-trois mille trois cent trente-quatre F CFP) se décomposant comme suit :

1) Section de fonctionnement	15.583.334 F CFP
2) Section opérations en capital	8.000.000 F CFP
Total	23.583.334 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du budget de l'Institut territorial de la consommation, pour l'exercice 1988, est arrêté à la somme de 18.613.501 F CFP (dix-huit millions six cent treize mille cinq cent un F CFP), se décomposant comme suit :

1) Section de fonctionnement	11.095.689 F CFP
2) Section opérations en capital	7.517.812 F CFP
Total	18.613.501 F CFP

Art. 3.— Le résultat du budget de l'Institut territorial de la consommation, pour l'exercice 1988, est définitivement fixé comme suit :

Recettes	23.583.334 F CFP
Dépenses	18.613.501 F CFP
Excédent des recettes sur les dépenses	4.969.833 F CFP

Cet excédent est affecté au fonds de roulement.

Art. 4.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Franklin BROTHERSON.

Le président,
Jean JUVENTIN.

**ARRETES DU GOUVERNEMENT
OU DES MINISTRES**

PRESIDENCE

Par arrêté n° 702 PR du 14 novembre 1989.— M. Daniel Constans est nommé au cabinet du Président du gouvernement du territoire, en qualité de conseiller juridique, pour compter du 11 août 1989.

Par arrêté n° 708 PR du 15 novembre 1989.— M. Louis Savoie, ministre du budget, du plan et de l'aménagement du territoire, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de l'éducation et de la fonction publique, chargé des relations avec l'assemblée territoriale et le Comité économique et social, pendant l'absence de M. Raymond Van Bastolaer du 12 au 15 novembre 1989 inclus.

Par arrêté n° 709 PR du 16 novembre 1989.— M. Patrick Leboucher est nommé au cabinet du Président du gouvernement du territoire, pour compter du 1er novembre 1989, en qualité de conseiller auprès du Président, chargé du tourisme, des transports aériens et des relations avec les organisations régionales du Pacifique Sud.

**VICE-PRESIDENCE, MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DE L'ARTISANAT TRADITIONNEL
ET DU PATRIMOINE CULTUREL**

ARRETE n° 1204 CM du 10 novembre 1989 relatif au tarif de cession des jeunes reproducteurs ovins nés et élevés dans les stations du service de l'économie rurale.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre de l'agriculture, de l'artisanat traditionnel et du patrimoine culturel ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 158 PR du 3 avril 1989 relatif aux attributions des membres du gouvernement du territoire ;

Vu la délibération n° 65-52 du 17 juin 1965 fixant les tarifs des services, des locations et des cessions consentis par le service de l'élevage, de la pêche et des industries animales, rendue exécutoire par l'arrêté n° 1612 AA/ELV du 30 juin 1965 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré en sa séance du 8 novembre 1989,

Arrête :

Article 1er.— Le tarif de cession des jeunes reproducteurs ovins nés et élevés dans les stations du service de l'économie rurale est fixé à 1.000 FCP (*mille francs*) le kilogramme vif.

Art. 2.— Le vice-président, ministre de l'agriculture, de l'artisanat traditionnel et du patrimoine culturel et le ministre du développement des archipels, du domaine et des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 novembre 1989.
Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :
Le vice-président,
ministre de l'agriculture, de l'artisanat traditionnel
et du patrimoine culturel,
Georges KELLY.

Le ministre du développement des archipels,
du domaine et des affaires foncières,
Ioane TEMAURI.

Par arrêté n° 1197 CM du 10 novembre 1989.— Le programme du F.I.S., section spécialisée F.S.I.D.A., pour 1989 est modifié comme suit :

Op.	Intitulé	Crédits votés	Crédits ouverts	Crédits annulés	Programme 89
	<i>Interventions économiques par S.D.A.P.</i>				
1/89	- Subvention aux engrais	10.000.000			10.000.000
2/89	- Travaux lourds	100.000.000			100.000.000
3/89	- Semences pommes de terre	P.M.			
	<i>Aides aux organismes professionnels</i>				
4/89	- Equipements collectifs	25.000.000		— 7.200.000	17.800.000
5/89	- Mises en place des comptabilités des coop.	1.000.000			1.000.000
6/89	- Foires agricoles et autres manifestations	7.500.000			7.500.000
7/89	- Formation agricole	5.000.000	2.000.000		7.000.000
8/89	- Travaux lourds aux coopératives	4.000.000		— 4.000.000	0
	<i>Démarrage opération vanille-oignons et autres</i>				
9/89	- Production matériel végétal	5.000.000	5.600.000		10.600.000
10/89	- Entretien des parcelles de soutien à des programmes de développement	5.000.000	4.550.000		9.550.000
11/89	- Frais de personnel	P.M.			
12/89	- Formation experts vanille	1.000.000			1.000.000
13/89	- Promotion des productions agricoles	9.500.000			9.500.000
	<i>Recherche</i>				
14/89	- Travaux et équipements de recherche	11.000.000			11.000.000
	<i>Incitations directes à la production</i>				
16/89	- Irrigation	6.400.000			6.400.000
17/89	- Prime jeune	18.000.000			18.000.000
18/89	- Tracteurs et motoculteurs	4.900.000			4.900.000
19/89	- Pulvérisateurs et motoculteurs (+ 200/-400)	P.M.			
20/89	- Petit matériel agricole	10.000.000			10.000.000
21/89	- Construction d'abris production légumière hors saison	1.450.000		— 950.000	500.000

Op.	Intitulé	Crédits votés	Crédits ouverts	Crédits annulés	Programme 89
	<i>Elevage production animale</i>				
22/89	- Bâtiments (assainissement)	5.000.000		— 4.200.000	800.000
23/89	- Alimentation	P.M.			
24/89	- Animaux reproducteurs	2.250.000			2.250.000
25/89	- Bouchers abatteurs	35.000.000			35.000.000
26/89	- Achat produits vétérinaires		4.200.000		4.200.000
	TOTAL	267.000.000	16.350.000	16.350.000	267.000.000

Par arrêté n° 1198 CM du 10 novembre 1989.— Au titre de l'aide à l'installation des jeunes, les primes sont attribuées à :

— Firuu Ahui, Maupiti	300.000
— Teururai Fernand, Haapiti - Moorea	300.000
— Vahine Taniera, Maatea - Moorea	300.000
<i>Total</i>	<u>900.000</u>

La dépense est imputable au F.I.S./F.S.I.D.A. 89, opération 17/89 "Prime jeune".

Les primes seront versées sur le compte bancaire de chacun des bénéficiaires, selon les modalités prévues par la convention.

Par arrêté n° 1199 CM du 10 novembre 1989.— Au titre de l'aide aux organismes professionnels, les primes sont attribuées à :

— Association "Te ui faapu no Punaauia"	500.000
— Association "Hotu rau no Talarapu-Ouest"	500.000
— Association agricole "Te hotu rau no Nunue"	800.000
— Syndicat "Tamarii hotu mai no Toahotu"	500.000
— Syndicat agricole "Vaiuru Vairao"	500.000
— Comité agricole "Opoa"	500.000
— Syndicat agricole ananas Teararoa no Papara	3.500.000
<i>Total</i>	<u>6.800.000</u>

La dépense est imputable au F.I.S./F.S.I.D.A. 89, opération 4/89 "Equipements collectifs".

Les primes seront versées sur le compte bancaire de chacun des bénéficiaires, selon les modalités prévues par la convention.

Par arrêté n° 1200 CM du 10 novembre 1989.— Au titre de l'aide à l'achat de petit matériel agricole, les primes sont attribuées à :

Tahiti

— Ariiochau Vahinetua, Papara	35.405
— Ayo Jean, Faa	12.500
— Hoatua Manuarai, Tautira	25.750
— Mai Jean, Papara	35.405
— Maraetefau Mariarita, Papara	88.733
— Mau Heifara, Toahotu	60.000
— Meitai Fabien, Hitiaa	6.825
— Mon Gilles, Taravao	100.000
— Pifao Marei, Tautira	49.755

— Pifao Taputuuraiteai, Tautira	77.835
— Rangimakea Mata, Tautira	46.000
— Rata René, Papara	62.745
— Taitoa Thomas, Tautira	63.080
— Teraimana Lucien, Faaone	64.465
— Van Bastolaer Isabelle, Vairao	100.000
— Vanselme Joseph, Arue	59.560
— Jamet Raymond, Mahina	63.270
<i>Total</i>	<u>951.328</u>

Moorea

— Adams Vaiana, Maatea	100.000
— Maiti Paahira, Afareaitu	58.190
— Taha André, Haapiti	84.650
— Vahine Taniera, Maatea	22.500
<i>Total</i>	<u>265.340</u>

Huahine

— Papai Matahio, Tefarerii	16.275
— Teuravehe épouse Mopi Tetautuaiterai	97.125
<i>Total</i>	<u>113.400</u>

Bora Bora

— Autai Alfred, Nunue	64.000
— Maono Félix	100.000
<i>Total</i>	<u>164.000</u>

Maupiti

— Teatotea Mita	100.000
— Teriinohopuaiterai Josiane	34.650
<i>Total</i>	<u>134.650</u>

Marquises

— Elisabeth Jean-Daniel, Taipivai	58.435
<i>Total</i>	<u>58.435</u>

Tubuai

— Hauata Marguerite, Mahu	100.000
— Sam You William, Taahuaia	80.000
— Tahiaia Teuira, Taahuaia	100.000
<i>Total</i>	<u>280.000</u>

TOTAL GENERAL "Petit matériel agricole" : 1.967.153

La dépense est imputable au F.I.S./F.S.I.D.A. 89, opération 20/89 "Petit matériel agricole".

Les primes seront versées sur le compte bancaire de chacun des bénéficiaires, selon les modalités prévues par la convention.

Par arrêté n° 1201 CM du 10 novembre 1989.— Le département archéologie du Centre polynésien des sciences humaines est autorisé à exporter pour une durée de 1 an le matériel lithique exhumé au cours des fouilles archéologiques du site de la Tahinu

dans la caldeira de la Papeno'o. Ce matériel, dont la liste est annexée (1), sera envoyé au laboratoire 275 du C.N.R.S. pour étude.

(1) Cette liste peut être consultée au département archéologie du Centre polynésien des sciences humaines.

Par arrêté n° 1202 CM du 10 novembre 1989.— Les modifications du budget 1989 pour le programme Fonds spécial pour l'amélioration de la cocoteraie, section spécialisée du F.I.S., sont arrêtées comme suit :

Op.	Nature	Programme initial	Proposition
01	Engrais	28.500.000	28.500.000
02	Régénération de la cocoteraie	1.000.000	1.000.000
03	Champ de démonstration	Arrêté	Arrêté
04	Parcelle d'essai Rangiroa : - Matériel	600.000	600.000
	- Main-d'œuvre	1.700.000	1.240.000
05	Champ semencier - Labo de lutte biologique : - Matériel	4.500.000	4.500.000
	- Personnel BL (4)	16.500.000	19.960.000
06	Mission expert	P.M.	P.M.
07	Personnel secteur : - BL (5)	9.900.000	10.545.000
	- FSAC (12)	21.500.000	19.330.000
	- Temporaire	0	925.000
08	Transport et déplacement du personnel	15.000.000	12.000.000
09	Achat de matériel	9.500.000	9.900.000
10	Fonctionnement du matériel	13.500.000	16.500.000
11	Transport de matériel	4.500.000	4.500.000
12	Aides aux organisations	-	-
13	Séchoirs à coprah : - Matériel	2.500.000	2.500.000
	- Personnel temporaire	300.000	0
14	Terre végétale	-	-
15	Logements	-	-
16	Baguage des cocotiers	8.000.000	8.000.000
17	Compostage	-	-
18	Bois de cocotier	2.500.000	2.500.000
TOTAL		140.000.000	140.000.000

Par arrêté n° 1203 CM du 10 novembre 1989.— L'agrément au code des investissements de la Polynésie française institué par la délibération n° 83-95 AT du 2 juin 1983 définissant le cadre général des dispositions incitatives applicables aux investissements tendant à favoriser dans le cadre des plans de développement économique du territoire, le progrès social, la création d'emplois nouveaux et la réduction de la dépendance économique du territoire vis-à-vis des marchés extérieurs, modifiée par la délibération n° 88-20 AT du 11 février 1988, complétée et modifiée par la délibération n° 85-1063 AT du 16 juillet 1985 modifiée par la délibération n° 86-17 AT du 12 juin 1986, et par la délibération n° 83-96 AT du 2 juin 1983 relative aux modalités d'application du code des investissements définissant pour la période s'étendant du 1er juillet 1983 au 31 décembre 1984 les secteurs d'activité éligibles et les avantages accordés aux entreprises agréées, prorogée par la délibération n° 85-1058 AT du 27 juin 1985 et modifiée par la délibération n° 88-21 AT du 11 février 1988, est accordé à la société civile agricole Manini, au titre d'entreprise d'agriculture entrant dans la catégorie B.2 prévue à l'article 1er de l'arrêté n° 1054 AE du 29 juillet 1983 portant fixation des seuils d'investissement minimaux permettant l'ad-

missibilité des demandes d'agrément au code des investissements et portant fixation des taux minimaux commandant le calcul des avantages, pour son exploitation agricole de 8.000 m² sise à Opoa (Taputapuata - île de Raiatea).

Le montant hors droits de l'investissement est de 16.447.000 F CFP (seize millions quatre cent quarante-sept mille francs CFP) servant de base au calcul des avantages.

Conformément à l'article 7 de la délibération n° 83-95 AT du 2 juin 1983 modifiée et complétée par la délibération n° 85-1063 AT du 16 juillet 1985 et à l'article 4 de l'arrêté n° 1054 AE du 29 juillet 1983, la S.C.A. Manini bénéficie d'un montant cumulé des exonérations fiscales et d'aide financière décrites aux articles 4 à 6 suivants, plafonné à hauteur de 4.309.000 F CFP (quatre millions trois cent neuf mille francs CFP), soit un taux de 26,2 % sur le montant hors droits de l'investissement.

Conformément aux articles 20 à 23 de la délibération n° 83-96 AT du 2 juin 1983, la S.C.A. Manini bénéficie de l'exonération du paiement du droit fiscal d'entrée.

Le montant de cette exonération est plafonné à 553.000 F CFP (*cinq cent cinquante-trois mille francs CFP*).

Conformément aux articles 24 à 29 de la délibération n° 83-96 AT du 2 juin 1983 et à l'article 5 de l'arrêté n° 1054 AE du 29 juillet 1983, la S.C.A. Manini bénéficie d'une prime d'aide à l'investissement. Le montant de cette prime d'aide à l'investissement est plafonné à 2.468.000 F CFP (*deux millions quatre cent soixante-huit mille francs CFP*) et représente 15 % du montant hors droits de l'investissement.

Conformément aux articles 15 et 17 de la délibération n° 83-96 AT du 2 juin 1983, la S.C.A. Manini bénéficie du remboursement partiel de la part des charges sociales pendant 36 mois à compter de la mise en service des installations agréées, à raison de 1/2 de la part patronale des charges sociales.

Le montant de cette aide financière est plafonné à 1.288.000 F CFP (*un million deux cent quatre-vingt-huit mille francs CFP*).

L'exécution du présent arrêté est subordonnée à la passation d'une convention entre la société civile agricole Manini et le territoire de la Polynésie française représenté par le vice-président, ministre de l'agriculture, de l'artisanat traditionnel et du patrimoine culturel.

Toutes contestations qui pourront surgir de l'application des dispositions ci-dessus devront être soumises à l'examen de la commission des investissements.

**MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE,
DU TOURISME ET DES SPORTS**

Par arrêté n° 6680 MTT du 9 novembre 1989. — A titre exceptionnel et par dérogation aux dispositions de son cahier des charges, le navire Manava II est autorisé à desservir l'île de Tubuai du 30 octobre au 6 novembre 1989.

Par arrêté n° 1205 CM du 13 novembre 1989. — Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 35 OTESSSE/89 du 29 août 1989 adoptant le compte financier, exercice 1988, de l'Office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs.

Par arrêté n° 1206 CM du 13 novembre 1989. — Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 36 OTESSSE/89 du 29 août 1989 adoptant le budget de l'exercice 1989, décision modificative n° 1, de l'Office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs arrêté tant en recettes qu'en dépenses à la somme de *huit cent soixante-dix millions de francs* (870.000.000 FCF).

Par arrêté n° 1207 CM du 13 novembre 1989. — Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 37 OTESSSE/89 du 29 août 1989 accordant une subvention de *neuf millions de francs* (9.000.000 F CFP) à l'association pour le Développement des activités marines (DACMAR).

Par arrêté n° 1208 CM du 13 novembre 1989. — Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 38 OTESSSE/89 du 29 août

1989 portant création d'une commission des marchés publics au sein du conseil d'administration de l'Office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs.

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

Par arrêté n° 6756 MED/PEL du 15 novembre 1989. — Le concours externe, sur épreuves, pour le recrutement d'un électromécanicien, agent contractuel de la 3e catégorie du corps des agents non fonctionnaires de l'administration, à la direction de l'équipement (phares et balises), est organisé ainsi qu'il suit.

Le concours est ouvert aux candidats satisfaisant aux conditions générales d'accès aux emplois de l'administration du territoire, édictées par l'arrêté n° 500 PR du 26 juin 1985 et titulaires d'un B.E.P. en électromécanique ou d'un diplôme équivalent.

Les candidats doivent retirer leur dossier de candidature, auprès du service du personnel et de la fonction publique, bâtiment administratif A1, 2e étage, Papeete.

Les dossiers de candidature devront comporter les pièces suivantes :

- une photo d'identité ;
- une demande de participation au concours, établie sur formulaire remis par le service du personnel et de la fonction publique ;
- une fiche individuelle d'état civil et de nationalité ;
- une photocopie du diplôme requis, certifiée conforme à l'original ;
- une attestation de résidence de 5 ans consécutifs sur le territoire.

La date limite de dépôt, au service du personnel et de la fonction publique, des dossiers définitifs de candidature, est fixée au *vendredi 29 septembre 1989, à 15 h 00*.

Tout dossier parvenu incomplet ou ultérieurement à cette date, au service du personnel et de la fonction publique, ne sera pas pris en considération.

L'épreuve d'admissibilité se déroulera le *27 novembre 1989*. Les candidats ayant subi avec succès la première série d'épreuves seront convoqués ultérieurement par lettre missive pour les épreuves d'admission.

La commission d'examen, appelée à se prononcer sur les admissions, est composée comme suit :

- Le ministre de l'éducation et de la fonction publique, ou son représentant ;
- M. le ministre de la mer, de l'équipement et de l'énergie, ou son représentant ;
- Le chef de l'arrondissement maritime de la direction de l'équipement ;
- Le chef de la subdivision des phares et balises de la direction de l'équipement ;
- Le chef du service des finances et de la comptabilité, ou son représentant ;
- Le chef du service du personnel et de la fonction publique, ou son représentant.

**MINISTÈRE DU BUDGET, DU PLAN
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**

Par arrêté n° 697 PR du 10 novembre 1989.— Il est accordé une subvention de *quatre millions cent quatre-vingt-trois mille sept cent cinquante francs CFP* (4.183.750 F CFP) à la direction de l'enseignement protestant, au titre du troisième trimestre 1989.

La dépense est imputable au budget de fonctionnement, sous-chapitre 943-05, article 642-06 "Participation aux rémunérations des directeurs d'écoles primaires protestantes", exercice 1989.

La subvention sera versée sur présentation d'un état des rémunérations acquittées des directeurs et des secrétaires au titre des mois de juillet, août et septembre 1989.

Par arrêté n° 707 PR du 14 novembre 1989.— Il est accordé un troisième acompte d'un montant de *cinq cent vingt-cinq mille francs CFP* (525.000 F CFP) au profit de la direction de l'enseignement protestant, à valoir sur la subvention annuelle à l'école préprofessionnelle protestante de Uturoa.

La dépense est imputable à l'opération 25/89 F.I.S./F.T.E.F.P. "Subvention à l'école préprofessionnelle protestante de Uturoa - Raiatea", exercice 1989.

Cet acompte sera versé sur présentation d'un état des dépenses effectuées par l'école préprofessionnelle de Uturoa au cours du troisième trimestre 1989.

**MINISTÈRE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT,
DES TRANSPORTS TERRESTRES
ET DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

Par arrêté n° 6684 MUR du 10 novembre 1989.— Est autorisé le paiement de la prime à la construction aux personnes dont les noms suivent :

Nom et Prénom	Tranche 1	Tranche 2
Mme Anahoa Tatiana	750.000	750.000
Mlle Aumérat Angéline	420.450	
M. Bernadino Teva		
M. Bopp Du Pont Tinitua	663.300	
M. et Mme Hauret J.-Louis	750.000	496.650
M. et Mme Ivon Pierre	329.625	
M. Lemaire Jean et Madame Maroonui Augustine		
M. et Mme Liau Ke Min Jean	750.000	
M. Tauru Régis	750.000	

La dépense est imputable au chapitre 960, sous-chapitre 960-11, article 651-04, exercice 1989.

Par arrêté n° 6685 MUR du 10 novembre 1989.— Est autorisé le paiement de la prime à la construction aux personnes dont les noms suivent :

- Mlle Metua Annette (tranche 1)	491.115 F
- M. Mou Fat Roger et Mlle Tarano Helma (tranche 1)	586.305 F

La dépense est imputable au chapitre 960, sous-chapitre 960-11, article 651-04, exercice 1989.

Par arrêté n° 6686 MUR du 10 novembre 1989.— Le premier alinéa de l'article 3 de l'arrêté d'autorisation n° 1725 MUR du 19 avril 1989, relatif au profilage des terrasses, est rapporté.

Dans le cadre de la réalisation du lotissement "Tiare Village 2", de 17 lots, par Mme Jeanine Sylvain, sur la terre Maveraura 3 sise à Punaauia, le dossier définitif enregistré au service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction) les 21 septembre, 6 octobre et 11 octobre 1989, sous le n° 88-51 L, et composé comme suit :

- Cahier des charges établi par Me Dubouché déposé le 21 septembre 1989 et complété les 6 et 11 octobre 1989 ;
- Plan de bornage dressé par M. Guion le 8 juillet 1989 et déposé le 21 septembre 1989 ;
- Plan de recollement dressé le 8 juillet 1989, modifié le 11 octobre 1989 et déposé le 12 octobre 1989,

est approuvé.

Deux (2) expéditions du cahier des charges approuvé seront déposées au secrétariat du service de l'urbanisme, après formalité de transcription à la conservation des hypothèques.

Communication au public.

Le présent arrêté et le dossier correspondant, à annexer au dossier d'origine, sont mis à la disposition du public, conformément aux dispositions de l'article 141-7 de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 modifiée, aux secrétariats :

de la mairie de Punaauia,
du service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction).

Par arrêté n° 6749 MUR du 14 novembre 1989.— L'article 1er de l'arrêté n° 3526 MUR/AU du 26 juin 1989 autorisant la réalisation du lotissement, de 14 lots, par M. Robert Millaud sur la parcelle A du lot 3 de la terre Robinson sise à Afaahiti, commune de Taiarapu-Est, est rapporté et remplacé par :

"M. Robert Millaud est autorisé à lotir en vingt-cinq (25) lots la parcelle A du lot 3 de la terre Robinson sise à Afaahiti, commune de Taiarapu-Est."

"Les lots ainsi créés sont destinés à la vente consentie pour l'habitation."

Le dossier pris en considération, enregistré au service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction) sous le n° 89-25 L, comprend les éléments suivants déposés les 13 juillet et 28 septembre 1989, à substituer avec leurs homologues cités à l'article 2 de l'arrêté n° 3526 MUR/AU du 26 juin 1989 :

- Plan de masse (1) modifié le 27 septembre 1989,
- Plan de voirie, assainissement (2) dressé le 18 juin 1989,

— Plan des réseaux "eaux - électricité - téléphone" (3) dressé le 18 juin 1989.

Les plans ci-indiqués (2 et 3) sont à modifier comme indiqué à l'article 2 de l'arrêté n° 3526 MUR/AU du 26 juin 1989.

Les articles 3 et suivants de l'arrêté initial, n° 3526 MUR/AU du 26 juin 1989, restent applicables.

Toutefois, les prescriptions du chapitre II mentionnées à l'article 10 intitulé "cahier des charges", sont remplacées par :

— Au lieu de :

- "les lots 4 à 10 sont frappés d'une servitude de curage,"
- "les lots 6 et 7 sont concernés par les servitudes instaurées aux abords des ouvrages de voirie,...."

— Lire :

- "les lots 8 à 13, et 15 à 17, sont frappés d'une servitude de curage,"
- "les lots 8 et 13 sont concernés par les servitudes instaurées aux abords des ouvrages de voirie,...."

Communication au public

Le présent arrêté et le dossier correspondant, à annexer au dossier d'origine, sont mis à la disposition du public, conformément aux dispositions de l'article 141-7 de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 modifiée, aux secrétariats :

- de la mairie de Taïarapu-Est,
- du service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction).

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRETE MINISTERIEL du 1er juin 1989 fixant les modalités de répartition des autres dépenses de contrôle technique d'exploitation entre les entreprises autorisées de transports aériens.

Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer,

Vu le code de l'aviation civile, et notamment ses articles R. 330-4 et D. 330-1,

Arrête :

Article 1er.— La répartition des autres dépenses de contrôle technique d'exploitation prévues par l'article R. 330-4 du code de l'aviation civile entre les entreprises autorisées de transports aériens est fixée ainsi qu'il suit pour l'année 1989 :

1,70 F par tonne effectivement transportée par chaque entreprise en 1988.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1er juin 1989.

Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du chef du service
des personnels et de la gestion :
Le sous-directeur,
N. MILLET.

ARRETE INTERMINISTERIEL du 2 juin 1989 fixant les modalités de rattachement par voie de fonds de concours au budget de l'aviation civile des sommes perçues au titre des contrôles techniques d'exploitation des entreprises de transports aériens.

Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer et le ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget,

Vu l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, et notamment son article 19 ;

Vu le code de l'aviation civile, et notamment les articles L. 330-6, R. 330-4 et R. 330-11 ;

Vu le décret n° 89-89 du 10 janvier 1989 portant révision du code de l'aviation civile,

Arrêtent :

Article 1er.— Les sommes perçues au titre de contrôles techniques d'exploitation des entreprises de transports aériens sont rattachées par voie de fonds de concours, après prélèvement de 10 p. 100 au profit du budget général, au budget de l'aviation civile selon les modalités suivantes :

Chapitres		Quotas de rattachement	
Numéros	Libellés	Plafond	Solde (en %)
31-90	Rémunérations des personnels.....	Dans la limite des crédits inscrits au budget voté.	
31-92	Indemnités et allocations diverses.....		
33-90	Cotisations sociales, part de l'Etat.....		
34-90	Frais de déplacement....		48
34-92	Parc automobile, achat, entretien, carburants et lubrifiants.....		41
34-98	Matériel et fonctionnement courant.....		11

Art. 2.— L'arrêté du 10 février 1989 fixant les modalités de rattachement par voie de fonds de concours au budget de l'aviation civile des sommes perçues au titre des contrôles techniques d'exploitation des entreprises de transports aériens est abrogé.

Art. 3.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 juin 1989.

*Le ministre de l'équipement, du logement,
des transports et de la mer,*

Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du chef du service
des personnels et de la gestion :

*Le sous-directeur,
N. MILLET.*

*Le ministre délégué auprès du ministre d'Etat,
ministre de l'économie, des finances et du budget,
chargé du budget,*

Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur du budget :

*Le sous-directeur,
A. COLLOT.*

DECISION n° 89-182 du 29 septembre 1989 portant autorisation d'usage de fréquences à la société T.D.F. pour la diffusion du programme de la Société nationale de programme Radio-télévision française d'outre-mer (R.F.O.) en Polynésie française.

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel,

Vu la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication, notamment ses articles 26, 44 et 51 ;

Vu le décret du 3 mai 1984 relatif au cahier des charges de la Société nationale de programmes de radiodiffusion sonore et de télévision pour l'outre-mer, société de radiodiffusion et de télévision pour l'outre-mer ;

Vu les demandes d'autorisation présentées par la société Télédiffusion de France les 21 avril 1989 et 29 juin 1989,

Décide :

Article 1er.— La société Télédiffusion de France est autorisée à utiliser les fréquences mentionnées dans l'annexe à la présente décision pour la diffusion du second programme de la société Radio-télévision française d'outre-mer. L'attribution de ces fréquences est subordonnée aux conditions indiquées dans l'annexe.

Art. 2.— La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 septembre 1989.

Pour le Conseil supérieur de l'audiovisuel :
*Le président,
J. BOUTET.*

ANNEXE Polynésie française (2e programme)

STATIONS	ALTITUDE MAXIMALE de l'antenne	P.A.R.	CANAL
Taravao, Pucéu	700 m	3 kW (1)	23 H
Mahaena, Putaïamo	100 m	5 kW (2)	31 H
Papareva, Mahaiatea	45 m	6 kW (3)	48 H

(1) P.A.R. de 3 kW dans le secteur 250°/20°.
(2) P.A.R. de 5 kW dans la direction d'azimut 155°, 1,5 kW dans la direction d'azimut 300°.
(3) P.A.R. de 6 kW dans la direction d'azimut 95°, 1,5 kW dans la direction d'azimut 305°.

Le bénéficiaire s'engage à communiquer au C.S.A. les informations suivantes :

- date de mise en service ;
- tracé du diagramme de rayonnement mesuré dans un délai de trois mois à compter de la date de mise en service, et à lui faire part de toute modification des conditions d'exploitation de ces émetteurs.

RECTIFICATIF à l'arrêté ministériel n° 2188 du 19 avril 1989 portant classement de centres de réception radioélectrique exploités par l'Office des postes et télécommunications de la Polynésie française, paru au *Journal officiel* de la Polynésie française n° 29 du 20 juillet 1989, page 1264.

Dans l'article 1er dudit arrêté, à la cinquième ligne, après Makemo, ajouter :

"terrienne O.P.T. - archipel des Tuamotu, Mangareva-Rikitea".

Le reste sans changement.

ARRETE INTERMINISTERIEL du 18 octobre 1989 autorisant au titre de l'année 1990 l'ouverture de concours pour le recrutement de professeurs d'éducation physique et sportive stagiaires (femmes et hommes).

Par arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et du ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et des réformes administratives, en date du 18 octobre 1989, est autorisée au titre de l'année 1990 l'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne (femmes et hommes) pour le recrutement de professeurs d'éducation physique et sportive stagiaires en vue de l'obtention du certificat d'aptitude aux professions (C.A.P.E.P.S.).

Les épreuves écrites d'admissibilité du C.A.P.E.P.S. auront lieu aux dates suivantes :

Concours externe :

- mardi 13 mars 1990, de 9 heures à 13 heures : composition portant sur l'éducation physique et sportive (histoire et composantes naturelles) ;
- mercredi 14 mars 1990, de 9 heures à 13 heures : composition portant sur la didactique et la pédagogie de l'éducation physique et sportive.

Concours interne :

- lundi 19 février 1990, de 9 heures à 13 heures : composition portant sur l'éducation physique et sportive, discipline d'enseignement ;

- mardi 20 février 1990, de 9 heures à 13 heures : composition portant sur les mises en œuvre didactique et pédagogique de l'éducation physique et sportive éclairées par des données scientifiques.

Elles se dérouleront au chef-lieu de chaque académie et dans les villes de Cayenne (Guyane) et de Pointe-à-Pitre (Guadeloupe). Les centres d'épreuves ouverts dans les territoires et collectivités territoriales d'outre-mer et à l'étranger sont ceux énumérés ci-après.

Les modalités d'inscription à ces concours sont les suivantes :

Les registres d'inscription seront ouverts du 6 novembre au 8 décembre 1989.

Les candidats doivent s'inscrire au rectorat de l'académie, ou au vice-rectorat du territoire d'outre-mer, ou auprès du responsable des services d'enseignement pour Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon, dans le ressort duquel ils ont leur résidence personnelle.

Les fonctionnaires et agents non titulaires de l'Etat des collectivités territoriales et des établissements publics qui en dépendent, en activité, les maîtres des établissements d'enseignement privés, s'inscrivent auprès du rectorat, vice-rectorat, service d'enseignement, dans le ressort duquel ils ont leur résidence administrative.

Les inscriptions des candidats résidant dans les pays étrangers où un centre d'épreuves écrites est ouvert sont reçues par les services culturels de l'ambassade de France du pays correspondant.

Les candidats résidant dans les autres pays s'inscrivent :

- soit auprès du conseiller culturel de l'ambassade de France d'un pays dans lequel un centre d'épreuves écrites est ouvert ;
- soit auprès du vice-rectorat d'un territoire d'outre-mer de leur choix ;
- soit auprès de l'académie à laquelle est rattaché le pays.

Le tableau ci-dessous énumère les centres d'épreuves écrites ouverts dans les territoires d'outre-mer ou à l'étranger, ainsi que les académies auxquelles ils sont rattachés, et par ailleurs les académies qui prennent les inscriptions des candidats résidant dans un pays étranger dépourvu de centre d'épreuves écrites :

ACADÉMIE DE RATTACHEMENT	CENTRES d'épreuves écrites sis dans les T.O.M.	CENTRES d'épreuves écrites étrangers	PAYS ÉTRANGERS rattachés pour les inscriptions
Aix-Marseille.....	Papeete (polynésie française), Nouméa (Nouvelle-Calédonie), Mata-Hutu (Wallis-et-Futuna).	Hong-kong.	Asie (sauf Turquie et Proche-Orient).
Antilles-Guyane.....		Brasilia (Brésil).	Amérique latine.
Bordeaux.....		Abidjan (Côte-d'Ivoire). Dakar (Sénégal).	Espagne et Portugal. Afrique de l'Ouest.
Caen.....	Saint-Pierre (Saint-Pierre-et-Miquelon).	Montréal (Canada).	Amérique du Nord.
Grenoble.....		Istanbul (Turquie).	Italie, Balkans, Turquie.
Lille.....			Benelux, Grande-Bretagne, Irlande.
Lyon.....		Moscou (U.R.S.S.).	Autriche, U.R.S.S., Europe centrale.
Montpellier.....		Yaoundé (Cameroun), Djibouti, Alger (Algérie).	Algérie, Afrique centrale, australe et orientale.
Nice.....		Tunis (Tunisie), Le Caire (Égypte).	Tunisie, Proche-Orient.
Poitiers.....		Rabat (Maroc).	Maroc.
La Réunion.....	Dzaoudzi-Mamoudzou.		Madagascar, Comores.
Strasbourg.....			Allemagne, Finlande, Scandinavie.

Les demandes d'inscription sont présentées sur les formulaires établis à cette fin par le ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports.

Les dossiers de candidature seront :

- soit déposés le vendredi 8 décembre 1989 à 17 heures au plus tard ;
- soit confiés aux services postaux en temps utile pour que l'enveloppe soit oblitérée au plus tard le vendredi 8 décembre 1989 à minuit, le cachet de la poste faisant foi.

Les candidats peuvent également s'inscrire par Minitel.

La fermeture des services télématiques aura lieu le vendredi 8 décembre 1989 à 17 heures.

Après la clôture des registres d'inscription, les candidats recevront une notification de leur inscription que ceux inscrits par Minitel retourneront au plus tard pour le mercredi 10 janvier 1990 à minuit, le cachet de la poste faisant foi, faute de quoi leur inscription sera annulée.

Des arrêtés ultérieurs fixeront le nombre total de places offertes et leur répartition entre le concours externe et le concours interne.

Note. - Pour tout renseignement, les candidats devront s'adresser à la division des examens et concours de leur académie et pour la région parisienne au service interacadémique des examens et concours, 7, rue Ernest Renan, 94114 ARCUEIL CEDEX.

ARRETE INTERMINISTERIEL du 19 octobre 1989 autorisant au titre de l'année 1990 l'ouverture de concours pour le recrutement d'inspecteurs de la jeunesse, des sports et des loisirs (femmes et hommes).

Par arrêté du ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et des réformes administratives, et du secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargé de la jeunesse et des sports, en date du 19 octobre 1989, l'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour le recrutement d'inspecteurs de la jeunesse, des sports et des loisirs (femmes et hommes) est autorisée au titre de l'année 1990.

Le nombre de places offertes à ces deux concours sera fixé ultérieurement par un arrêté conjoint :

- du ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et des réformes administratives, et
- du secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargé de la jeunesse et des sports.

Les inscriptions auront lieu dans les directions départementales de la jeunesse et des sports métropolitaines et d'outre-mer, dans les services de la jeunesse et des sports implantés dans les collectivités territoriales et, le cas échéant, dans les sièges des missions culturelles des ambassades de France à l'étranger du jeudi 9 novembre 1989 au vendredi 8 décembre 1989, à 17 heures, terme de rigueur.

Les épreuves écrites d'admissibilité se dérouleront le mardi 30 janvier 1990, de 14 heures à 18 heures, et le mercredi 31 janvier 1990, de 14 heures à 18 heures.

Les épreuves écrites auront lieu au chef-lieu de chaque académie pour la France métropolitaine ainsi qu'au chef-lieu de chacun des départements et territoires d'outre-mer. Selon les besoins, d'autres centres d'épreuves écrites pourront éventuellement être ouverts à l'étranger.

ARRETE MINISTERIEL du 20 octobre 1989 autorisant au titre de la session de 1990 l'ouverture de deux concours d'accès à l'échelle de rémunération des professeurs certifiés réservés aux maîtres des classes sous contrat des établissements d'enseignement privés.

Par arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, en date du 20 octobre 1989, sont autorisées au titre de la session de 1990 l'ouverture, d'une part, d'un concours d'accès à l'échelle de rémunération des professeurs certifiés réservé aux maîtres des classes sous contrat des établissements d'enseignement privés, dans des disciplines correspondant aux sections du certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré (C.A.P.E.S.), et, d'autre part, d'un concours d'accès à l'échelle de rémunération des professeurs certifiés réservé aux maîtres des classes sous contrat des établissements d'enseignement privés, dans des disciplines correspondant aux sections et options du certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement technique (C.A.P.E.T.).

Les épreuves d'admissibilité du concours type C.A.P.E.S. interne auront lieu les 14, 15 et 16 février 1990. Elles comporteront les mêmes sujets que les épreuves du concours interne du C.A.P.E.S. qui se déroule aux mêmes dates.

A l'exception du concours organisé en éducation musicale et chant choral qui se déroulera à Paris, les épreuves écrites d'admissibilité auront lieu au chef-lieu de chaque académie et dans les villes de :

Brest (Finistère) ;
Cayenne (Guyane) ;
Metz (académie de Nancy-Metz) ;
Nouméa (Nouvelle-Calédonie) ;
Pau (Pyrénées-Atlantiques) ;
Papeete (Polynésie française) ;
Pointe-à-Pitre (Guadeloupe) ;
Tours (Indre-et-Loire).

Les épreuves d'admissibilité du concours type C.A.P.E.T. interne auront lieu pour toutes les options et sections les 4 et 5 avril 1990 en même temps et sur les mêmes sujets que les épreuves écrites du second concours du C.A.P.E.T.

A l'exception du concours organisé dans la section Arts appliqués à la création industrielle, artisanale et du cadre de vie dont les épreuves auront lieu à Paris, les épreuves écrites d'admissibilité se dérouleront au chef-lieu de chaque académie ainsi qu'à Metz (académie de Nancy-Metz), Cayenne et Pointe-à-Pitre (Antilles-Guyane), Papeete (Polynésie française) et Nouméa (Nouvelle-Calédonie).

Les registres d'inscription à ces concours seront ouverts au service des examens et concours de chaque rectorat d'académie et aux vice-rectorats de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française à compter du 25 septembre et seront clos le 10 novembre 1989.

Les maîtres doivent s'inscrire auprès du rectorat ou vice-rectorat dans le ressort duquel ils ont leur résidence administrative.

Les demandes d'inscription seront présentées sur les formulaires établis à cette fin par le ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports.

Les dossiers de candidature seront :

- soit déposés à ces mêmes services le vendredi 10 novembre 1989, à 17 heures au plus tard ;
- soit confiés aux services postaux en temps utile pour que l'enveloppe soit oblitérée au plus tard le vendredi 10 novembre 1989, à minuit, le cachet de la poste faisant foi.

Les candidats auront également la possibilité de s'inscrire par Minitel.

La fermeture des services télématiques aura lieu le vendredi 10 novembre 1989, à 17 heures.

Après la clôture des registres d'inscription, les candidats recevront une notification de leur inscription que ceux inscrits par Minitel retourneront au plus tard pour le vendredi 8 décembre 1989, à minuit, le cachet de la poste faisant foi, faute de quoi l'inscription sera annulée.

Des arrêtés ultérieurs fixeront pour tous ces concours, d'une part, le nombre de maîtres pouvant bénéficier de l'échelle de rémunération des professeurs certifiés et, d'autre part, leur répartition dans les sections et éventuellement options.

ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

INSTITUT TERRITORIAL DE LA STATISTIQUE

COMMUNIQUE N° 831 ITSTAT
du 9 novembre 1989

Les indices et index TPP et BTP du mois d'octobre 1989 entrant dans les formules de révision des marchés sont disponibles à l'Institut territorial de la statistique, rue Jeanne-d'Arc, Papeete, téléphone 43.71.96.

SERVICE DE L'URBANISME

PERMIS DE LOTIR
(Arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961)

CERTIFICAT D'ACHEVEMENT DES TRAVAUX
N° 1232 MUR/AU

Réf. : - Arrêté n° 1725 MUR du 19 avril 1989
- Arrêté n° 6686 MUR du 10 novembre 1989.

Les formalités prévues au chapitre 1er du titre II de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961, portant code de l'aménagement du territoire, concernant la réalisation, par Mme Jeanine Sylvain, du lotissement Tiare Village 2 sur la terre Maveraura 3 sise à Punaauia, ayant été accomplies, pour les 17 lots, le présent certificat, prévu à l'article 141-8 de la délibération précitée, est délivré sous la responsabilité du lotisseur.

Fait à Papeete, le 14 novembre 1989.
Le ministre de l'urbanisme et du logement,
des transports terrestres
et de l'administration générale,
François NANAI.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

Etude de Maître Eric LEQUERRE
Notaire à PAPEETE (Tahiti)

Suivant acte reçu aux minutes de Maître Eric LEQUERRE, Notaire à Papeete, île de Tahiti, le dix novembre mil neuf cent quatre-vingt-neuf,

M. PINSON Ferdinand et Mme SHUI MOW THONG Li Yec, son épouse, demeurant ensemble à UTUROA (Raïatea) ou B.P. 19 - UTUROA,

Ont vendu à :

M. VEZOU Jacques Georges, demeurant à UTUROA (Raïatea) ou B.P. 394 - UTUROA,

Un fonds de commerce de NEGOCIAN s/s et exploité à UTUROA (Raïatea), magasin FARE MOANA, immeuble PUCHON,

Ledit fonds comprenant :

I — Eléments incorporels :

- a) La clientèle et l'achalandage y attaché,
- b) L'enseigne et le nom commercial,
- c) Le droit au bail des locaux dans lesquels ledit fonds est exploité,

II — Et les marchandises neuves se trouvant en magasin au jour de l'entrée en jouissance,

Pour l'exploitation duquel "LE VENDEUR" est immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de PAPEETE sous le numéro 12.491 - A.

Prix : Trois millions de francs (3.000.000 F CFP).

Prise de possession : le 10 novembre 1989.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues dans les 10 jours de la dernière en date des publications légales, à PAPEETE, rue Dumont-d'Urville, en l'étude du Notaire où domicile a été élu.

Ledit acte enregistré à Papeete, le 13 novembre 1989, folio 53, bordereau 1395/2.

Pour premier avis.

AVIS

Avis est donné de la constitution du GROUPEMENT D'INTERET ECONOMIQUE : BITUPAC - Capital : 200.000 F CFP (Deux cent mille F CFP), divisé en 100 parts de 2.000 F CFP chacune, uniquement constitué par des apports en numéraire - Siège : PUNAAUIA, Vallée de la Punaruu - Objet : La mise à la disposition du Groupement par ses membres d'une partie des moyens et matériels dont ils disposent, de manière à permettre par la réunion de ces moyens d'aider à la réalisation de l'objet social. - Durée : Trente (30) années - Administrateur unique : Monsieur Albert LE CAILL, PAPEETE, B.P. 3394, et le contrôleur de gestion : Monsieur Mario NOUVEAU, PIRAE, route du Belvédère.

Pour avis.

Etude de Maîtres GIRARD et GIRARD-GOUPIL
Avocats

D'une requête datée du 13 novembre 1989, il appert que Monsieur Homer Krehbiel MORGAN, directeur de société, et son épouse, Madame Mihiarii dite Paulina NG WAO FOU, professeur de danse, demeurant ensemble à PUNAAUIA, P.K. 8, Résidence TAINA, ont sollicité du Tribunal Civil de Première Instance de PAPEETE l'homologation du régime de séparation de biens meubles et immeubles qu'ils ont convenus d'adopter selon acte reçu le 26 septembre 1989 par Maître SOLARI, notaire à PAPEETE.

Pour extrait,
Claude GIRARD.

Par requête du 15 novembre 1989, M. Teva CHANGUES, employé à AIR TAHITI, et Madame Christelle Marie CHANSIN, son épouse, fonctionnaire, demeurant ensemble à Arue, ont sollicité du tribunal civil de première instance de Papeete, l'homologation du changement de régime matrimonial, substituant le régime de la communauté légale qui était le leur par celui de la séparation des biens qu'ils ont convenu d'adopter suivant acte reçu le 25 août 1989 par Me Eric LEQUERRE, notaire à Papeete.

Pour extrait.

SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIÈRE COOK

Siège : Rue COOK - PAPEETE
R.C.S. Papeete n° 2248 B

Par décision de l'assemblée générale extraordinaire de la S.C.I. COOK, en date du 13 novembre 1989, Monsieur CORNARDEAU, demeurant à PAPEETE, 13, rue COOK, a été nommé gérant de la Société en remplacement de Madame ZAITZEFF, gérante décédée.

Pour avis,
Le gérant.

ANNONCES DIVERSES**FEDERATION TAHITIENNE DE VOLLEY-BALL**

(F.T.V.B.)

Anciennement dénommée

LIGUE POLYNÉSIENNE DE VOLLEY-BALL*Modification des statuts*

Les présents statuts s'inspirent de la loi 1901 dite loi sur les associations à but non lucratif ; ils se fondent sur la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française, et ils s'appuient sur la délibération n° 88-53 du 2 juin 1988 de l'assemblée territoriale qui constitue leur base fondamentale législative et réglementaire.

Ils sont conformes aux dispositions réglementaires et techniques arrêtées par la Fédération Internationale de VOLLEY-BALL.

L'Association qui fait l'objet des présents statuts prend à compter de ce jour la dénomination de **FEDERATION TAHITIENNE DE VOLLEY-BALL**.

Elle fédère les associations qui adhèrent à ses statuts et assurent à leurs adhérents la pratique du VOLLEY-BALL dans le cadre associatif, dépourvu de tout objectif à caractère commercial ou lucratif.

Elle s'interdit toute discussion à caractère politique, religieux, professionnel ou syndical.

Le siège de la Fédération Tahitienne de VOLLEY-BALL est fixé à PAPEETE. Il pourra être transféré en tout autre lieu par décision du Comité Fédéral.

La durée de la Fédération Tahitienne de VOLLEY-BALL est illimitée.

La Fédération Tahitienne de VOLLEY-BALL a pour but, dans le respect des statuts et règlements de la Fédération Internationale de VOLLEY-BALL :

- 1 - d'organiser, de développer et de contrôler la pratique du VOLLEY-BALL sur le territoire de la Polynésie française ;
- 2 - de créer les liens structurels, administratifs et moraux entre elle-même, ses ligues, ses districts, ses clubs ;
- 3 - d'entretenir tous rapports avec :
 - a) la Fédération Internationale de VOLLEY-BALL,

- b) la Fédération Française de VOLLEY-BALL,
- c) et tous autres groupements affiliés ou reconnus par ces dernières, et avec les pouvoirs publics.

La Fédération Tahitienne de VOLLEY-BALL exerce son activité par tous moyens propres à réaliser son but et, notamment, par l'organisation des compétitions dont elle fixe les modalités par des règlements particuliers à chacune de ces compétitions.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Présidents d'honneur	: LE GAYIC Rodrigue DAUPHIN René
Président	: TAUATITI Guy
1er vice-président	: TEAI Maurice
2e vice-président	: TOOFA Gérard
3e vice-président	: TETUANUI Lucien
Secrétaire général	: LE GAYIC Roméo
Secrétaire adjoint	: RONGOMATE Georges
Trésorier général	: MARA Alfred
Trésorier adjoint	: TEAUNA Adrien

ASSOCIATION "HUAAT TEEHU A TEIVA"*Extraits de statuts*

Entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts régis par la loi du 1er juillet 1901 sur les Amicales et autres, il est constituée une Association nommée HUAAT TEEHU A TEIVA.

Le siège social de l'Association est fixé à Papeete - Tipaerui, quartier Juventin. L'Amicale est constituée pour une durée illimitée.

Le but de l'Association est d'agir de toutes manières possibles en faveur du développement et de la protection des biens familiaux.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TEIVA Félix
Vice-présidents	: MOUA Henri TEIOA Claudine
Secrétaire	: TEIVA Micheline
Secrétaires adjoints	: TUPUA Benoît TEIVA Gérard
Trésorier	: TEIVA Viriata
Trésoriers adjoints	: TEIRA Narii Noël PAIE Eric

Récépissé n° 89-2168 MUR/AA du 13 novembre 1989.

**COOPERATIVE SCOLAIRE
DE L'ÉCOLE MATERNELLE URIRI NUI**
RENOUVELLEMENT DU BUREAU

Présidente	: STEIN Sylvana
Secrétaire	: ATEO Rosalie
Trésorière	: LAUGHLIN Léone

ASSOCIATION ARTISANALE "TAATIHAGA TAMARIKI HITIAGA"

Extraits de statuts

Il est constitué entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts une Association régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'ASSOCIATION prend le nom de "ASSOCIATION des ARTISANS TAATIHAGA TAMARIKI HITIAGA" (T.T. Hitiaga).

Son siège social est fixé à VAHITAHU.

Sa durée est illimitée.

L'ASSOCIATION a pour but l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des artisans de la commune de T.T. HITIAGA - VAHITAHU :

- en luttant contre la concurrence des produits d'importation ;
- en encourageant la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat local ;
- en adaptant les productions aux exigences du marché ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- en aidant à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres ;
- en venant en aide aux membres.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TENIARO Tumukiva
Vice-président	: TAGAROA Ahitaga
Secrétaire	: TAURAA Camille
Secrétaire adjoint	: TAGIHIA Tetuarerepehu
Trésorier	: TOOFA Tahito
Trésorier adjoint	: TENIARO Heitarauri
Assesseur	: TAURAA Vatea

Récépissé n° 89-2164 MUR/AA du 13 novembre 1989.

ASSOCIATION ARTISANALE TIARE OPUHI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Présidents d'honneur	: TERE Faeta TAPATOA Henri
Présidente	: TAPATOA Marguerite
Vice-présidentes	: SHUMAN Anita FAREROI Stella
Secrétaire	: POROI Catherine
Secrétaire adjointe	: TEROROTUA Gisèle
Trésorière	: TINIAU Claire
Trésorière adjointe	: TEIHOTU Terautahi
Assesseurs	: TAHUAITU Mareta HAHE Taime VAN BASTOLAER Robert TAPATOA Rémy TAVITA Maria

ASSOCIATION ARTISANALE "OHO A MANU"

Extraits de statuts

Il est constitué, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une Association régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'Association prend le nom de OHO A MANU.

Son siège social est fixé à Rangiroa - Tiputa.

Sa durée est illimitée.

L'Association a pour but l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des artisans de la commune de Rangiroa - Tiputa :

- en luttant contre la concurrence des produits d'importation ;
- en encourageant la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat traditionnel ;
- en adaptant les productions aux exigences du marché ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- en aidant à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres ;
- en venant en aide aux membres.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente d'honneur	: FULLER née TEHEIMARAMA Peremate
Présidente	: TUPAHIROA Youla
Vice-président	: FULLER Viri
Secrétaire	: PETIS Victorine
Secrétaire adjoint	: TEIVA Puaiti
Trésorière	: TUPAHIROA Dorothée
Trésorière adjointe	: TUPAHIROA Marie-Jeanne
Assesseurs	: TEMAURI Faairi TEKEHU Georgina VANAA Rahera

Récépissé n° 89-2213 bis MUR/AA du 16 novembre 1989.

ASSOCIATION DISTRICT DE VOLLEY-BALL DE MOOREA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Présidents d'honneur	: DEHORS Pierre DEHORS Yamila
Présidente	: LEBRONNEC Pierrette
1er vice-président	: NEHEMIA Tihoni
2e vice-présidente	: DRION Murielle
3e vice-présidente	: TEROOATEA Doris
Secrétaire	: TERITEHAU Ida
Secrétaire adjointe	: TAVITA Florida
Trésorier	: HAHE Joël
Trésorière adjointe	: MAHINEPEU Tatiana

AMICALE AREUNA**Extraits de statuts**

Il est constitué, sous le régime de la loi du 1er juillet 1901, une association déclarée sous le nom : "Amicale AREUNA".

L'Association a pour but :

- 1 - de favoriser les échanges culturels en Polynésie et à l'étranger ;
- 2 - de promouvoir et diffuser ces actions au niveau de nos écoles ;
- 3 - d'organiser des rencontres sportives, des soirées, des tombolas, des expositions...

Le siège de l'Association est à Moerai, RURUTU.

La durée de l'Association est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: NORDMAN Milton
Vice-président	: DAVID Raymond
Secrétaire	: TEINAURI Annie
Secrétaire adjoint	: MATEAU Abel
Trésorier	: ROOMATAAROA Fernand
Trésorière adjointe	: FILOMIN Yvonne

Récépissé n° 89-2194 MUR/AA du 16 novembre 1989.

ASSOCIATION S.O.S. MEDECINS

(Assemblée générale ordinaire du 24 octobre 1989)

MODIFICATION DU BUREAU :

Président	: JONCKER Vincent
Vice-président	: PAULUS Hervé
Secrétaire	: ROSENSTEIN Jean-Michel
Trésorier	: GOUBE Christophe

**SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE
DES PÊCHEURS PROFESSIONNELS DE RURUTU
"PIAREARE"**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président	: POETAI David
Vice-président	: ARIOTIMA Alain
Secrétaire-trésorier	: VERSIGLIONI Gilbert
Secrétaire adjoint	: TOATITI Roger
Assesseurs	: POETAI Manaarii MANUEL Maviri VANAA Iotua

**ASSOCIATION MUSICALE
"TAIPI NUI A VAKI"****Extraits de statuts**

Date de déclaration : 25 octobre 1989.

Objet : promotion des jeunes dans la musique.

Siège social : Hatiheu, Nuku Hiva.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente d'honneur	: KATUPA Yvonne
Président	: BONET-KATUPA Maurice
Vice-Président	: PUHETINI Louis
Secrétaire	: OMITAI Maire
Secrétaire adjointe	: TEVENINO Rita
Trésorier	: PAHUATINI Justin
Trésorier adjoint	: PUHETINI Vanizette
Assesseurs	: PUHETINI Germain TAUATETUA Jacob

Récépissé n° 89-2004 MUR/AA du 25 octobre 1989.

ASSOCIATION "EKALESI - CHERESSETIANO"**Extraits de statuts**

L'Association dite "EKALESI - CHERESSETIANO", fondée le 11 septembre 1989, a pour objet de procéder à des œuvres de bienfaisance de l'église.

Sa durée est indéterminée.

Son siège social est fixé à TAUNOA, Quartier SMITH - PAPEETE.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: ARAVETUPU Tafaiirua
Président	: TINITUA Teauara
Vice-président	: PIA Auguste
Secrétaire	: TEHEIURA Edwin
Secrétaire adjointe	: NUUPURE Valérie
Trésorier	: GIBSON Richard
Trésorier adjoint	: NUUPURE André

Récépissé n° 89-1777 MUR/AA du 14 novembre 1989.

COOPÉRATIVE DU C.S.P. DE HAKAHAU**RENOUVELLEMENT DU BUREAU**

Président	: MUNSCH Gérard
Vice-présidente	: APUARII Julia
Secrétaire	: AH-SCHA Joseph
Secrétaire adjoint	: HIKUTINI Guy
Trésorier	: VALENTIN Nicolas
Trésorière adjointe	: YIP Thérèse

CREDIT COMMERCIAL DE TAHITI

S.A. au capital de 200.000.000 F CFP
 R.C. 2815 B - N° TAHITI 111195
 B.P. 1729 PAPEETE - TAHITI
 Boulevard POMARE, Quai Gallieni

Situation publiable au 31 décembre 1988
 (en milliers de francs)

ACTIF	Montants	PASSIF	Montants
Caisse, instituts d'émission, Trésor public, C.C.P. ...	141.012	Instituts d'émission, Trésor public, C.C.P.	
Institutions financières.		Institutions financières.	3.380.025
Bons du Trésor, prêts sur effets, créances négociables sur les marchés.		Emprunts sur effets.	
Créances acquises dans le cadre d'un contrat d'affacturage.		Comptes créditeurs de la clientèle.	19.208
Crédits à court terme à la clientèle.	370.937	Comptes exigibles après encaissement.	
Crédit à moyen terme ou crédits à long terme à la clientèle.	688.878	Billets d'affacturage.	
Comptes débiteurs de la clientèle.	95.152	Comptes de régularisation, provisions et divers. ...	73.041
Valeurs à l'encaissement.		Opérations sur titres.	
Comptes de régularisation et divers.	96.801	Obligations et emprunts participatifs.	
Opérations sur titres.		Réserves.	16.488
Titres de placement.		Capital.	200.000
Titres de participation, de filiales et prêts participatifs.		Report à nouveau.	
Immobilisations.	41.267	
Opérations de location avec option d'achat et de crédit-bail.	2.238.424	
Opérations de location simple.	13.847	
Actionnaires ou associés.	
Report à nouveau.	2.444	
TOTAL.	3.688.762	TOTAL.	3.688.762
HORS - BILAN			
Cautions, avals, autres garanties d'ordre des institutions financières.		Certifié conforme : Le président, Jean-Pierre PARSI.	
Engagements reçus d'institutions financières.			
Ouvertures de crédits confirmés en faveur de la clientèle.			
Cautions, avals, obligations cautionnées, autres engagements d'ordre de la clientèle et divers.			
Engagements partagés avec les compagnies d'assurances.			
TOTAL.			

ASSOCIATION SPORTIVE "TIARE NAHITI"

Extraits de statuts

L'Association dite TIARE NAHITI, fondée le 24 octobre 1989, a pour objet le sport (football).

Sa durée est indéterminée.

Son siège social est fixé à ARUE, P.K. 6, côté montagne.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: MANUTAHU Karl
Vice-président	: TEAUNA Serge
Secrétaire général	: TIAOAO Tihau
Secrétaire adjoint	: SIOU Christian (junior)
Trésorier	: TEAUNA Wilfrid
Trésorier adjoint	: NIMAU Christian

Récépissé n° 89-2096 MUR/AA du 8 novembre 1989.

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE NOTRE-DAME-DES-ANGES

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président	: NOUVEAU Daniel
1ère vice-présidente	: HERVE Emma
2e vice-président	: AUGEREAU Jean-Yves
Secrétaire	: MAHATIA Josiane
Secrétaire adjoint	: MONGARDE Henri
Trésorier	: RAIMONDI Antoine
Trésorier adjoint	: CHUNG SEONG Yvon

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ENSEIGNEMENT LIBRE DE L'ECOLE DES SOEURS DE SAINT-JOSEPH-DE-CLUNY DE UTUROA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président	: SHAM KOUA Emile
1ère vice-présidente	: TEITI Suzy
2e vice-président	: LAMBOLEZ Bernard
Secrétaire général	: TERIEROOITERAI Hubert
Secrétaire adjointe	: VIAULT Annette
Trésorier	: LE CORRE Daniel
Trésorier adjoint	: LY Hilo

ASSOCIATION PHISIGMA BOWLING CLUB

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président	: DUVAL Alain
Vice-président	: RESNAY Paul
Secrétaire général	: CHINGUE Gabriel
Trésorier général	: AFO François
Trésorier adjoint	: LEOU ON Hubert
Assesseur	: DEMASSEZ Roger

ASSOCIATION ARTISANALE "TE REVA" AVATORU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Présidente	: TEIVA Augustine
Vice-présidente	: SANFORD Cécile
Secrétaire	: TEIVA Titaina
Secrétaire adjoint	: PAIEA Tearo
Trésorière	: TEIVA Chantal
Trésorière adjointe	: TEHAU Madeleine
Assesseur	: TEIVA Alexis

ASSOCIATION ARTISANALE TAMARII VAIMHEO TIKEHAU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Présidente	: HAOA Augustine
Vice-président	: HAOA Tanetutina Toarii
Secrétaire	: TAIMANA Mareva
Secrétaire adjointe	: HAOA Teunu
Trésorière	: DEPIERRE Taina
Trésorière adjointe	: TEIVA Faaitoa
Assesseurs	: TAIMANA George DEPIERRE Armand

ASSOCIATION ARTISANALE TE TIARE OPUHI TARONA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président d'honneur	: OOPA Teddy
Présidente	: OOPA Harie
Vice-président	: OOPA Flemings
Secrétaire	: OOPA Sylviane
Secrétaire adjointe	: OOPA Manava
Trésorière	: OOPA Reine
Trésorière adjointe	: OOPA Aimée
Assesseurs	: TETIARAHU Alice OOPA Florida OOPA Marie-Josée OOPA Hugues

ASSOCIATION ARTISANALE TE MANU AREVAREVA AVATORU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président	: PUTOA Mata
Vice-présidente	: SANFORD Miria
Secrétaire	: TENIAU Manutai
Secrétaire adjointe	: HIAPO Marie
Trésorière	: TCHEN LAM Mata
Trésorier adjoint	: TENIAU Pura
Assesseur	: FROGIER Pani

**AMICALE DES PERSONNES
DE LA DIRECTION MIXTE
DES TRAVAUX DE PAPEETE
(D.M.T.P.)**

Extraits de statuts

L'Association dite "AMICALE DES PERSONNELS DE LA DIRECTION MIXTE DES TRAVAUX DE PAPEETE" fondée en 1989 a pour but :

- de développer l'esprit de cohésion au sein de la DIRECTION MIXTE DES TRAVAUX DE PAPEETE (D.M.T.P.) ;
- de resserrer les liens sociaux entre les personnels ;
- d'organiser les activités de loisirs.

Elle a son siège social au S.P. 91.309.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	BLANC Claude
Vice-président	:	CADEL Daniel
Secrétaire général	:	CAMPOS Christophe
Trésorier	:	DUQUERROUX Jean-Michel
Membres	:	BARFF Oscar
		BOS André
		MARTIN Jeanne
		TEUIRA Eric

Récépissé n° 89-2069 MUR/AA du 10 novembre 1989.

ASSOCIATION "LA PAILLOTE"

Extraits de statuts

Il est fondé une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre "LA PAILLOTE".

Son siège social est à la D.C.A.N. de Papeete, S.P. 91381.

Elle a pour but : l'organisation et la pratique d'activités diverses, notamment de loisirs afin de faciliter l'accueil des arrivants et de créer des liens entre les familles.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	OMNES Philippe
Vice-présidents	:	DENNIEL Jean
		HAMONIC Christiane
Secrétaire général	:	CASINI André
Secrétaire adjointe	:	SUZAN Muriel
Trésorière générale	:	PIRIOU Marie-France
Trésorier adjoint	:	SUZAN Léon
Membres	:	FEURPRIER Roger
		MALLETTE Didier
		RENAUDIN François
		ROUDAUT Jean-Yves

Récépissé n° 89-2180 MUR/AA du 14 novembre 1989.

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DE L'ECOLE SAINT-JOSEPH DE TAOHAE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président	:	YU TENG Edouard
Vice-président	:	OTTO Emmanuel
Secrétaire	:	TEIKITEETINI Simon
Secrétaire adjoint	:	HUUKENA Etienne
Trésorier	:	KAUTAI Benoît

EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE
(liste non limitative)

TARIF DES DOUANES

Année 1989

Prix : 6.540 francs

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PAPEETE

Recueil de jugements

(16 septembre 1987 — 15 septembre 1988)

Prix : 1960 francs

**CONVENTION COLLECTIVE
DES AGENTS NON FONCTIONNAIRES
DE L'ADMINISTRATION DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

Réédition 1989

Prix : 550 francs

COMPTE DEFINITIF — Année 1981

Prix : 2.880 francs

COMPTE DEFINITIF — Année 1982

Prix : 2.880 francs

CONVENTION COLLECTIVE DU COMMERCE

Prix : 180 francs

NOMENCLATURE GENERALE DES MEDECINS

Prix : 300 francs

**PROCES-VERBAL TYPE DES ELECTIONS
DES DELEGUES DU PERSONNEL**

Prix : 60 francs

**TARIFS DES IMPOTS DIRECTS
ET TAXES ASSIMILEES — Année 1987**

Prix : 720 francs

**REGLEMENTATION DES LOYERS
ET LOCAUX A USAGE COMMERCIAL**

Prix : 180 francs

T A R I F

des abonnements, annonces, insertions, cessions, etc..., de l'Imprimerie Officielle, en francs Pacifique

I - JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

	Polynésie Française	FRANCE et TOM		ÉTRANGER		ANNONCES et AVIS
		Voie maritime	Voie aérienne	Voie maritime	Voie aérienne	Annonces judiciaires, commerciales diverses : - la ligne. 180 frs - les mêmes renouvelées .. 72 frs Publications de sociétés philanthropi- ques, littéraires, scientifiques, spor- tives, coopératives, syndicales, etc.. - la ligne. 129 frs
Numéro.	180	216	243	237	324	
Abonnement 6 mois.	2.160	2.592	3.240	2.808	3.888	
Abonnement 1 an.	3.960	4.824	6.120	5.400	7.416	